



Ted Cantle

Vies parallèles

Nous vivons peut-être bien dans une société multiculturelle, mais il nous faut une approche plus positive afin de mettre fin à la ségrégation.

" Multiculturelles " : voilà depuis au moins 50 ans l'un des termes utilisés pour qualifier la plupart des démocraties occidentales. Celles-ci ont instauré des programmes d'égalité des chances et des législations contre la discrimination. Et pourtant, on trouve parmi les groupes les plus défavorisés de nos populations de nombreuses minorités, victimes de préjugés et confrontées à l'inégalité des chances. Nous assistons également à une montée des conflits interethniques et au développement d'identités disjointes, souvent renforcées par des vies séparées, c'est-à-dire " parallèles ", et par des affinités entre diasporas d'origines nationales parfois diverses. Alors que nous attendions l'intégration progressive et une cohésion renforcée de nos sociétés, celles-ci se font attendre, et les incertitudes redoublent quant à la valeur de la diversité, en particulier en termes de solidarité civile et sociale.

Désormais, souvent perçu comme un moyen de légitimer la séparation et la division, le concept de " multiculturalisme " ne suffit plus à décrire la nature et l'ampleur de la diversité de nos sociétés. Autrefois, il permettait de souligner le fait que la " différence " ne devait pas être crainte, mais bien au contraire respectée et célébrée. Certains se sont hélas également servis de ce terme comme " fourre-tout " pour désigner toutes sortes de différences, qu'elles soient économiques, politiques, sociales, culturelles, physiques. Il mêle maintenant les concepts de nationalité, d'identité nationale et d'affinités personnelles ou collectives et n'a donc plus grand sens.

Le caractère confus du concept de multiculturalisme permet aux adversaires de la diversité de définir l'identité britannique (*Britishness*) de manière étroite et homogénéisante. Ce caractère national et fixe serait incompatible avec d'autres identités et basé sur des distinctions " naturelles " ou primordiales. C'est ainsi que sont utilisées par exemple des expressions telle " les gens comme nous ". Il s'agit là d'une forme dangereuse de pensée, et même des commentateurs à tendance libérale se laissent facilement piéger par ce langage. Les populations ne sont pas composées de groupes génétiquement délimités. Les frontières — qu'elles soient ethniques, religieuses ou autres — que nous créons sont presque entièrement définies socialement et politiquement.

De nombreux partisans du multiculturalisme, et de manière plus générale, les opposants au racisme, se sont tellement habitués à résister aux attaques lancées contre les minorités qu'ils défendent automatiquement leurs spécificités, comme si les attributs " culturels " étaient eux aussi figés et tous dignes d'être

protégés. De plus, ce sont l'uniformité et l'unicité qui se voient valorisées dans ces discours, plutôt que l'existence de différences participant d'une conception élargie de la " culture ". Pourtant, dans un autre contexte où ces différences seraient gommées, ces mêmes personnes pourraient fort bien combattre au nom de principes plus libéraux.

Ainsi, les débats autour de l'identité se trouvent renforcés des deux côtés — par ceux qui défendent les différences et ceux qui les combattent. L'identité britannique est certes présentée sous une forme homogénéisée, mais c'est aussi le cas de notions telles que " culture black " ou " culture musulmane ", qui pourtant renferment une grande variété de valeurs, de croyances et de modes de vie. Nous en sommes même venus à parler de culture " pure ". Ceci est illustré par les difficultés que nous éprouvons à conceptualiser les personnes métisses de façon positive : elles n'ont pas leur place dans la question identitaire — certains supposent même que les métis n'ont pas de culture identifiable et de nombreuses communautés désapprouvent les mariages mixtes, une des façons de mesurer l'intégration.

En réalité, il y a des façons variées de concevoir culture majoritaire et minoritaire, et autant de différences entre les cultures minoritaires qu'entre une culture majoritaire et une autre minoritaire — certaines étant tellement hétérogènes qu'on se demande si elles peuvent être qualifiées de " culture ". Et de toutes façons, qu'entend-on par " culture " ? Lorsque l'identité est instrumentalisée et menacée — que ce soit celle d'un groupe majoritaire ou minoritaire — nous nous réfugions dans une vision outrée, voire stéréotypée, de nous-même, et mettons en valeur davantage nos différences que ce que nous avons en commun.

La lutte contre l'idée selon laquelle l'humanité est constituée de " races " séparées a pris plusieurs décennies. Or, le danger aujourd'hui, c'est que les divisions ethniques et religieuses soient utilisées dans le but de créer des frontières artificielles.

La quête d'identité a quelque chose d'illusoire. La façon dont nous créons et construisons des relations les uns avec les autres est bien plus importante. Elle doit déboucher sur un sentiment commun d'appartenance — et il ne s'agit pas simplement là de " culture commune ". Une société se nourrit aussi des interactions politiques entre l'État et les individus et entre les individus eux-mêmes. Les débats actuels sur les dépenses prioritaires, l'ampleur et la nature des aides sociales, la régulation de l'environnement local et de l'économie construisent, tout autant que les activités sociales, une unité politique, même si c'est un cadre avec lequel nous sommes en désaccord. Le capital social et politique, ainsi que la confiance sur laquelle il repose, ne peut être développé qu'à travers le dialogue et l'échange. Les notions de citoyenneté et de communauté, tant moquées par le passé, commencent à être réaffirmées. Le concept de nationalité, dans la mesure où il s'oppose à la notion plus éphémère d'identité nationale, doit lui aussi trouver sa place dans le vocabulaire de la cohésion. Notre nationalité, à laquelle s'ajoute notre appartenance à un " État " local, doit servir d'assise à une assertion politique. Elle est aussi souvent la seule façon pour nous de contribuer au débat international.

Étant donné la manière dont la population s'est répartie au cours de l'histoire, les possibilités d'interactions entre communautés sont plus limitées que nous voulons bien le croire. Le développement du multiculturalisme a parfois renforcé les formes variées que prennent la ségrégation et la séparation plus

qu'il ne les a empêchées. Une statistique surprenante indique qu'en 1961, Londres accueillait 47 pour cent de l'ensemble de la population noire ou issue de minorités ethniques. Le pourcentage était de 14 pour la conurbation des West Midlands (Birmingham). Quarante ans après, les chiffres sont pratiquement les mêmes. Au fil des ans, une petite proportion de cette population s'est installée dans des zones à prédominance blanche, mais les quartiers comprenant une forte concentration de minorités ont vu arriver de nouveaux immigrants et " fuir " leur population blanche. Si l'on ajoute à cela le taux plus élevé de croissance naturelle de la population noire ou ethnique, bien plus jeune que la communauté d'origine, on comprend que les endroits à fortes minorités s'étendent, quelles que soient les tendances migratoires. Par conséquent, de nombreuses zones — à population blanche ou immigrée — deviennent davantage polarisées et monoculturelles.

Encourager le respect et la compréhension entre cultures différentes est une tâche difficile quand l'absence de contacts empêche le développement de toute réelle connaissance ou fréquentation poussée. Oona King, ancienne députée de Betnal Green¹, a décrit en des termes imagés à ses collègues du Parlement sa stupeur en découvrant des écoles ségréguées où règne la ségrégation, dans sa circonscription londonienne :

J'ai déjà évoqué dans ces murs le choc que j'ai ressenti après mon élection en 1997 en visitant deux écoles qui se situaient juste à côté l'une de l'autre. Il y avait une cour commune séparée par une clôture au milieu. D'un côté de la clôture, des enfants blancs avec ici ou là quelques Antillais, et de l'autre, des enfants noirs, musulmans, bangladais. J'ai été horrifiée. Je n'arrivais pas y croire, peut-être parce que mon père a grandi dans le Sud des [États-Unis] à l'époque de la ségrégation. Des choses comme ça, on en voit dans les journaux, dans les livres, mais quand cela se passe ici en Angleterre, alors c'est qu'il y a vraiment quelque chose qui ne va pas du tout.

De fait, alors que la Grande-Bretagne se décrit elle-même comme multiculturelle, la plupart des gens ne vivent pas dans des quartiers métissés. La majeure partie de la population de couleur vit à Londres et dans quelques autres grandes capitales régionales, tandis que la population blanche domine le reste du pays, le Nord-est, le pays de Galles et le Sud-ouest étant par exemple presque exclusivement blancs. Et dans les régions les plus métissées, la séparation est tout aussi nette, la plupart des villes étant divisées en quartiers bien distincts. Le terme " ségrégation " est souvent utilisé pour décrire cette séparation, mais il n'est pas réellement approprié. La ségrégation implique des divisions imposées et mises en pratique par la loi. Nous ne sommes de toute évidence pas dans une telle situation. S'agirait-il alors d'" auto-ségrégation ", c'est-à-dire du choix par certaines personnes de vivre dans un endroit où domine leur propre groupe ethnique ou religieux ? Or, ce choix est souvent dicté par des facteurs socio-économiques, le manque d'équipements sociaux et culturels ou d'écoles appropriés ailleurs, et surtout par la peur du manque de sécurité dans d'autres quartiers. Étant donné que les zones que les minorités " préfèrent " offrent les logements les plus médiocres et l'environnement le plus déplaisant, il est difficile de croire que nous avons affaire à un véritable choix.

Bien sûr, certaines familles immigrées disposant de ressources suffisantes ont quitté leur quartier traditionnel, mais de tels mouvements sont rares. Ils sont de plus contrebalancés par la " fuite " des blancs qui quittent les quartiers mixtes,

parfois en quête de ce qu'ils considèrent comme de meilleurs logements ou écoles, ou parce qu'ils craignent d'être en minorité dans le voisinage, évolution regrettable d'après eux. Le résultat ? L'élargissement du fossé qui sépare les groupes ethniques majoritaires et minoritaires.

Nombre de ces communautés subissant une ségrégation sont dominées par des groupes particuliers au point que la possibilité de contact avec d'autres parties de la population est très limitée. Ces " vies parallèles " ne se croisent nulle part, n'ont que très peu, voire pas du tout, l'occasion d'explorer leurs différences et d'apprendre à se respecter, pour ne rien dire de la possibilité d'un enrichissement mutuel. Et pendant ce temps-là, les racistes de tous bords répandent de fausses rumeurs, entretiennent les mythes et profitent de l'ignorance des uns et des autres pour diaboliser les minorités. Il ne s'agit pas pour autant d'aller vers une forme d'intégration totale ou d' " assimilation ". Si nous voulons vraiment préserver les identités culturelles, il est essentiel que des " noyaux " homogènes soient conservés pour chacun des groupes minoritaires, et qu'une part non négligeable de chaque communauté s'occupe des lieux de culte, des commerces et des équipements sociaux.

Mais la forme que ces quartiers devraient adopter à l'avenir n'intéresse pas grand monde et les outils permettant de les modeler sont rares. Les actions entreprises pour comprendre et organiser les dynamiques communautaires et favoriser la mixité et l'interaction qui en découlent sont à l'heure actuelle peu fréquentes. La façon dont la population s'est répartie jusqu'à présent — avec la ségrégation et la séparation qui en résultent — se trouve ainsi renforcée et perpétuée. Ceci transparaît clairement dans les mouvements de migration actuels, mais surtout, et c'est plus inquiétant, ne semble pas avoir été pris en compte dans les nouveaux projets.

Nous n'accordons toujours pas à l'interaction l'importance qu'elle mérite. Comment alors pouvons-nous attendre des gens qu'ils établissent des relations s'ils n'ont pas la possibilité de développer une compréhension mutuelle ? S'ils continuent à vivre des " vies parallèles " sans aucun contact significatif, l'ignorance ne peut que se transformer en méfiance et en peur. La proximité entre groupes différents ne suffit pas. Elle permet en général des contacts au quotidien, — par exemple des classes mélangées à l'école et des amitiés formées devant les grilles du collège, la participation aux mêmes activités sportives ou culturelles, une formation commune et la fréquentation de collègues de travail différents. Mais la proximité ne débouche pas forcément sur l'interaction et même les activités les plus anodines peuvent devenir des terrains de ségrégation — souvenons-nous de l'étude récemment menée par la Commission pour l'égalité des races (*Commission for Racial Equality*) montrant que " 95 pour cent des blancs n'avaient pas d'amis noirs ". La confiance doit se construire des deux côtés et les relations s'établir sur un mode non agressif. Par exemple, il existe aujourd'hui de nombreux programmes de jumelage qui permettent à des écoles entièrement noires ou entièrement blanches de participer à des activités scolaires ou extra-scolaires, prélude à une recomposition mixte de leur population.

Il y a de réelles difficultés pratiques à surmonter, en particulier pour les nombreux enfants blancs grandissant dans des régions exclusivement blanches et qui n'ont aucune expérience du multiculturalisme de la société dont ils font partie. Nombre d'entre eux ne rencontrent des personnes originaires d'autres communautés qu'à l'université — où d'ailleurs ces dernières ne formeront qu'une minorité. Des actions pour renforcer la cohésion de la communauté nationale doivent être entreprises pour eux également. Une bonne dose

d'imagination sera nécessaire pour agir comme l'a fait par exemple Wigan, ville à prédominance blanche, en 2004, à travers notamment un programme d'échanges et de rencontres entre jeunes avec Leicester, dont la population est extrêmement mélangée.

Le partage des expériences ne suffira pas — et il ne se développera pas — sans une vision et un dessein communs. L'instrumentalisation de certaines cultures entraîne souvent le renforcement des différences plutôt que leur rapprochement.

À mesure que les sociétés se diversifient, il devient essentiel de promouvoir des valeurs communes et un plus grand sentiment de solidarité nationale. La tâche est compliquée par le fait que la notion de diversité porte maintenant non plus sur une poignée de minorités conséquentes, mais sur un nombre bien plus important de communautés — on entend plus de 300 langues différentes dans les cours de récréation des écoles londoniennes.

La nature et la structure des différences ont également changé. Il y a une plus grande variété d'origines, avec des personnes venues d'Europe de l'Est, d'Afrique, du Moyen-Orient et de tous les coins de la planète, ce qui donne naissance à de nouveaux " champs de différences " entre la communauté d'origine, les nouveaux migrants et les minorités existantes. Nous avons de fait créé une culture dans laquelle chaque groupe est convaincu qu'il est défavorisé par rapport à un autre, dans des domaines tels que l'emploi, le logement et les services publics. Ajoutons à cela le sentiment d'être menacé et agressé dans sa propre identité.

Le danger est que nous nous focalisions uniquement sur l'ethnicité ou la religion — en l'occurrence la religion musulmane, sur laquelle l'attention s'est beaucoup concentrée ces derniers temps. Le problème est en fait bien plus complexe. Nous devons répondre de façon plus générale à la peur de la différence. Ceci implique d'investir dans des programmes éducatifs, de rompre les barrières entre les groupes et de construire des ponts entre les communautés au niveau institutionnel, dans les quartiers et partout où les gens peuvent se rencontrer. Il s'agit dans une large mesure d'aider les populations à accepter la diversité et à la voir comme un enrichissement de leur communauté plutôt que comme une menace. Il faut éviter d'utiliser trop légèrement le terme de " raciste " pour qualifier les perceptions négatives et les préjugés. Tentons d'en comprendre les raisons, de nous pencher sur le problème du partage des ressources et de nous assurer que les conflits sont traités avec transparence et impartialité. Malheureusement, notre expérience dans le domaine de la " promotion de bonnes relations entre les races ", pourtant inscrite dans la loi britannique depuis 30 ans, est réduite. Cet aspect de la diversité a été, dans une large mesure, ignoré ou confié à un petit groupe d'organisations bénévoles chichement financées qui ont souvent dû se battre contre vents et marées, la question de l'égalité captant pendant ce temps une grande partie de l'attention. Bien sûr, la lutte contre les inégalités est essentielle, mais elle ne suffit plus. Nous devons nous investir pour changer les attitudes et les valeurs — gagner les cœurs et les esprits. Ce combat doit être l'activité dominante de tous les services publics.

Cela veut également dire qu'il nous faut engager un débat difficile sur ce que nous partageons, au lieu de simplement nous focaliser sur les différences. Nous avons promu la différence dans tant de domaines — par exemple en encourageant l'ouverture d'écoles séparées pour les différentes religions, en pourvoyant aux besoins spécifiques des minorités, en proposant un large

éventail de programmes culturels, artistiques et sportifs séparés, en mettant sur pied des projets de revalorisation et des plans de formation professionnelle séparés — mais nous n'avons pas réussi à mettre en valeur ce que toutes ces communautés ont en commun. L'accent mis sur la différence était peut-être justifié en tant que mécanisme de défense face au racisme et à la discrimination, mais nous devons maintenant rééquilibrer les choses, dénoncer la différence là où elle menace les intérêts de la société au sens large, défendre avec plus de vigueur une langue commune et une citoyenneté active, au lieu de nous contenter d'une "coexistence pacifique".

La tâche ne sera pas facile, mais c'est devenu une nécessité. N'ayons toutefois pas peur de dire que, tout en souhaitant au niveau politique et économique un sentiment plus fort du bien commun — une intégration plus forte — nous tenons aussi à maintenir une séparation au niveau culturel afin que la diversité puisse s'épanouir.

Les personnes qui persistent à nier la réalité du multiculturalisme de notre société s'opposent à toute tentative de promotion de l'égalité et à tout programme d'action positive. Or, l'égalité doit, davantage encore qu', rester à l'ordre du jour, pas simplement pour garantir la justice sociale et l'équité, mais aussi pour encourager l'interaction, la compréhension et le respect mutuels. À cet égard, les programmes d'égalité raciale et de cohésion se rejoignent et se renforcent les uns les autres. Mais nous avons besoin d'une approche plus positive pour mettre fin à la ségrégation, non seulement à travers l'interaction au quotidien, mais aussi au niveau politique, en tant que ressortissants d'un pays dont l'intérêt commun est la bonne conduite et le développement de l'État. Sinon, nous en serons réduits à gérer les comportements, à travers une législation de plus en plus détaillée visant à prévenir la discrimination et à garantir l'égalité des chances, au lieu de changer en profondeur et de manière durable les attitudes et les valeurs.

Multiculturalism: a "failed experiment"? Read a [panel debate](#) on Ted Cattle's notion of "commonality".

¹ Oona King, née en 1967 à Sheffield d'un père noir américain et d'une mère britannique d'origine juive, élue en 1997 au siège de député de Betnal Green, une circonscription populaire et métissée de l'East End, qu'elle a perdue aux élections de 2005 (NdIT.).